

ANNEXE :

Projet de convention de partenariat pour le développement d'un réseau de stations dédiées aux mobilités durables (BioGNV, H2 vert) en Nouvelle Aquitaine

Article 1 : Objet

L'objet de la présente convention (ci-après la « CONVENTION ») est de promouvoir le développement d'un réseau de stations porté par les syndicats d'énergie de Nouvelle aquitaine et/ou les sociétés dans lesquelles ils possèdent des parts (SEM, SAS) (ci-après les « PARTIES »).

Il s'agit pour les PARTIES de créer et faire vivre une stratégie de communication à la maille régionale, basée sur une identité de réseau commune.

A cet effet, un site internet sera développé par les partenaires et des actions de communications concertées sur les réseaux sociaux seront mises en œuvre pour valoriser le réseau.

En parallèle, les PARTIES pourront convenir d'actions communes ou cohérentes : communication presse, participation à des manifestations autour des mobilités durables organisées par les collectivités ou par les professionnels, organisation de visites, ...

Article 2 - Cibles finales

Les cibles principales des actions de communications seront principalement les suivantes, sans que la liste soit exhaustive :

- Transporteurs privés (marchandise ou personnes)
- Professionnels utilisant des véhicules lourds et utilitaires légers
- Donneurs d'ordres privés :
 - Chaines de distribution commerciale
 - Donneurs d'ordre utilisant les services de transporteurs privés
- Donneurs d'ordres publics et utilisateurs
 - Collectivités organisatrices d'un service de transport
 - Région
 - EPCI
 - Collectivités
 - Syndicats de traitement d'ordures ménagères -> BOM
 - Véhicules de service / Voirie

Article 3 – Partenaires du projet

3-1) Les PARTIES

Les PARTIES initiales sont les syndicats d'énergie et les sociétés suivantes :

- Syndicat Départemental d'Electricité et de Gaz de la Charente (SDEG 16)
- Syndicat Départemental d'Electricité et d'Equipement Rural de Charente-Maritime (SDEER 17)
- Sem ELINA (23 et 87)
- Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne (SDE 24)
- Syndicat Département D'énergie Electrique de la Gironde (SDEEG 33)

- Sem Gironde Energies (33)
- Territoire d'Énergie Lot-et-Garonne (TE 47)
- Sem AVERGIES (47)
- Sem ENR 64
- SEOLIS (79)

D'autres syndicats d'énergie ou sociétés (Sem ou SAS) pourront devenir des PARTIES à la convention après accord de l'ensemble des PARTIES déjà engagées.

3-2) Les autres partenaires

D'autres partenaires pourront être associées aux actions de communication :

- ADEME
- Région Nouvelle-Aquitaine
- FNCCR
- Opérateurs gaziers de la distribution : GRDF, SEOLIS, Régaz
- Opérateurs gaziers du transport : TEREGA, GRTgaz
- FNTR/OTRE et déclinaisons locales
- AFTRAL
- gaz-mobilité.fr
- AFGNV

Article 4 – Actions de communications développées

4.1) Identité commune

Les PARTIES valideront en commun les éléments qui permettront de communiquer sur le projet :

- nom
- logo.

Cette identité devra refléter les notions de nouvelles énergies, locales, renouvelables qui inclura le BioGNV et l'hydrogène vert et, éventuellement, l'électricité renouvelable.

Le choix du nom sera fait sur la base des propositions des PARTIES.

Pour la définition du logo, les PARTIES décideront s'il est fait appel à un prestataire ou si le logo est réalisé en interne par les services communication des PARTIES.

4.2) Site internet

Un site internet dédié au projet sera développé, mis en ligne et animé.

Ce site permettra de communiquer sur les mobilités durables et l'action des PARTIES :

- Actualité des mobilités durables,
- Présentations des projets de développement des PARTIES, et notamment de l'importance du développement de projets couplés à des projets de production d'ENR locale,
- Présentation des acteurs et identification des contacts,
- Valorisation des actualités locales des PARTIES ou d'autres acteurs du territoire en lien avec les mobilités durables,
- Carte des stations (éventuellement en lien avec gaz-mobilité.fr ou <https://gnv-grtgaz.opendatasoft.com>) pour avoir une présentation de l'ensemble du réseau.

En option, à la demande d'une des PARTIES, il pourra être créé un mini-site de présentation dédié à une station spécifique.

4.3) Animation réseaux sociaux

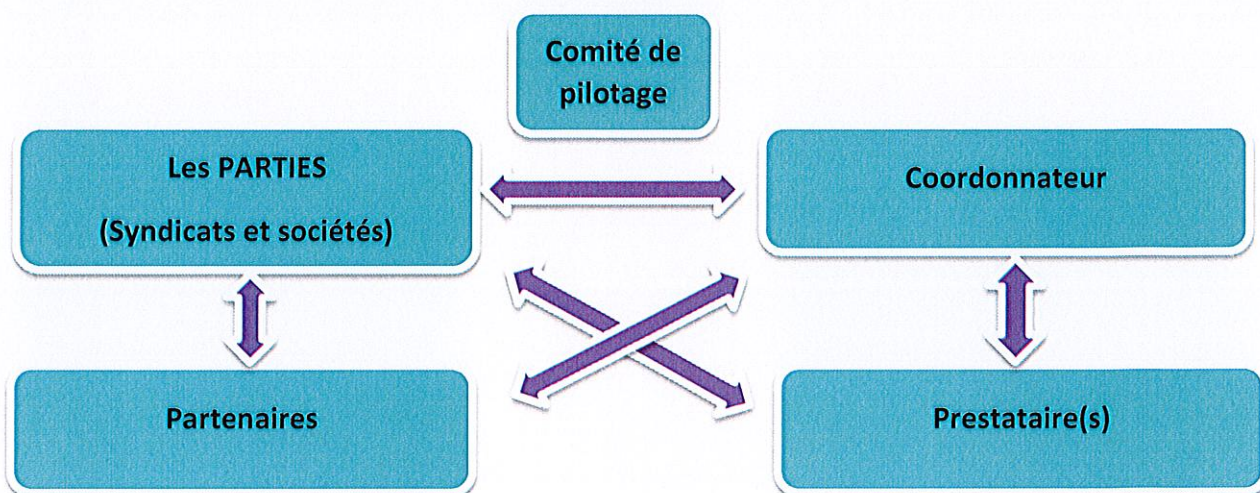
L'animation sur les réseaux professionnels est indispensable pour augmenter la visibilité des contenus.

Les actualités seront relayées sur différents supports de communication à définir entre les PARTIES parmi lesquels :

- LinkedIn
- Instagram
- Twitter
- Facebook
- gaz-mobilité.fr.

Article 5 - Organisation

5.1) Schéma de principe de l'organisation générale



5.2) Rôle du Comité de pilotage

Le Comité de pilotage a vocation à servir de structure d'échange et de validation sur les principales actions de communication portées ou à envisager par les PARTIES.

Il se réunit à l'initiative du Coordonnateur qui invitera les représentants désignés par chacune des PARTIES.

Les principales actions et décisions du Comité de Pilotage pourront faire l'objet d'une information aux Présidents de TENAQ à l'occasion des réunions des conférences des Présidents.

Il se réunit au minimum une fois par semestre, en présentiel ou en visioconférence.

5.3) Rôle du coordonnateur

Le Coordonnateur :

- Collecte les demandes des PARTIES et propose aux PARTIES des actions à mettre en œuvre

- Pilote la mise en œuvre des actions définies par le Comité de Pilotage
- Sélectionne le (ou les) prestataire(s) suite à mise en concurrence, en relation avec le Comité de pilotage
- Pilote le développement du site internet
- Anime la communication pour le compte des PARTIES
- Assure les échanges avec les partenaires financiers et les autres partenaires
- Assure le pilotage financier des actions, en particulier le paiement du ou des prestataires et les appels de fonds auprès des PARTIES.

Dans le cadre de la CONVENTION, en tant qu'interlocuteur de TENAQ pour les mobilités durables, le coordonnateur sera Territoire d'Energie Lot-et-Garonne, en partenariat avec la Sem AVERGIES.

5.4) Rôle des PARTIES

Les PARTIES :

- transmettent au Coordonnateur les informations sur les stations développées et les initiatives locales
- participent au contrôle des informations parues sur le site
- contrôlent la réalisation de leurs mini sites
- désignent des représentants qui participeront aux comités de pilotages.

5.5) Rôle du (ou des) prestataire(s)

Le (ou les) Prestataire(s) retenu :

- Développe et met à jour le site
- Anime l'information apportée sur les réseaux sociaux

Article 6 - Budget prévisionnel

ANNEE 1 (2021)

Hors mini-sites dédiés à chaque station

Prestations année 1 (hors mini-sites dédiés) – Montant partagé entre chaque département

	Unité	Montant HT	montant TTC
Finalisation de l'identité commune (Logo, charte graphique)	Forfait	4 000	4 800
Recherche nom (INPI)	Forfait	1 900	2 280
Dépôt du nom (INPI)	Forfait	850	1 020
Création du site internet	Forfait	3 000	3 600
Hébergement du site	Forfait annuel	1 000	1 200
Animation du site internet et des réseaux sociaux (6 mois)	Forfait annuel	2 500	3 000
Frais coordination TE 47	Forfait annuel	6 000	6 000
			-
Total année 1 (hors mini-sites)		19 250	21 900

ANNEES SUIVANTES (2022-2025)

	Unité	Montant HT	montant TTC
Hébergement du site	Forfait annuel	1 000	1 200
Animation du site internet et des réseaux sociaux	Forfait annuel	5 000	6 000
Frais coordination TE 47	Forfait annuel	6 000	6 000
			-
Montant annuel 2022-2025 (hors mini-sites)		12 000	13 200

Mini-sites dédiés à chaque station

Option de création d'un mini-site dédié à une station et en lien avec le site principal – Option prise en charge par la structure souhaitant ce développement

	Unité	Montant HT	montant TTC
Création d'un mini-site internet dédié à une station	Forfait	1 500	1 800

Article 7 - Modalités financières

Le montant total annuel, hors « Création de mini-sites », est réparti à part égale entre chaque département.

Si plusieurs PARTIES sont rattachées à un même département, les règles de répartition financière entre le syndicat et la SEM sur chaque département seront transmises au Coordonnateur par les 2 entités départementales.

Les appels de fonds sont réalisés par le Coordonnateur une fois par an, le 30 juin.

Les coûts de « Création de mini sites » seront pris en charge intégralement par la PARTIE ayant demandé sa mise en œuvre.

L'appel de fonds sera adressé à la PARTIE dès la mise en ligne du mini site.

Article 8 - Calendrier

L'objectif est de déterminer le nom et le logo du projet, et de mettre en ligne le site internet avant le 30 juin 2021.

Article 9 – Durée de la convention

La convention prendra fin le 31 décembre 2025.

A son échéance, une nouvelle convention pourra être conclue entre les PARTIES ou certaines des PARTIES, en particulier pour poursuivre l'exploitation du site internet par les PARTIES qui le souhaiteraient.

En cas de reconduction de la CONVENTION entre certaines PARTIES, les PARTIES ne souhaitant pas participer à sa reconduction ne bénéficieront pas d'une compensation financière liée à la poursuite de l'exploitation des sites internet et mini-sites internet développés.

Article 10 : Résolution de litiges

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente Convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Les PARTIES s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Article 11 : Modification de la CONVENTION

La CONVENTION pourra être modifiée par avenant signé par l'ensemble des PARTIES.

Ces modifications seront préalablement validées par le Comité de Pilotage

La modification prend effet lorsque l'ensemble des PARTIES aura signé l'avenant.

Article 12 : Signature du Coordonnateur

La présente Convention a été approuvée le 29 mars 2021 par le Comité Syndical de TE 47.

Fait à Agen, le xxxxxxxxxxxxxxxx 2021

Jean-Marc CAUSSE

Signature

La présente Convention a été approuvée

Le,

par

de

(nom de l'entité signataire).

Fait à,

Le,

Signature pour la « PARTIE »

(Structu